

L'Orient-Le Jour

mercredi 30 novembre 2022 | N°16533 QUOTIDIEN LIBANAIS INDÉPENDANT DEPUIS 1924 www.lorientlejour.com | 40 000 L.L.

REPORTAGE 3 Nada GHOSN
Ces métiers qui réapparaissent avec la crise

RESTRICTIONS BANCAIRES 4 F.H.B.
La circulaire n°158 activée par plus de 172 000 déposants

FESTIVAL 5 Tarek RIMAN
Beirut Chants : un calendrier de l'Avent à débaler avec joie

L'ÉDITORIAL

Flics-éclair et juges fantômes

Pauvre, pauvre justice libanaise qui est encore loin d'en avoir fini avec son chemin de croix !

Après le scandale des perquisitions enterrées dans un tiroir présidentiel, après les humiliantes attaques frontales, parfois assorties de menaces physiques, visant les juges d'instruction, après la grève des magistrats iniquement rétribués en monnaie de singe, voilà en effet que cette institution se retrouve au centre d'une chaude polémique, en même temps que cet autre garant de l'ordre public qu'est la police.

Comme on vient de l'apprendre, les Forces de sécurité intérieure se voient discrètement octroyer la faculté de procéder éventuellement à des arrestations en règle sans se prémunir, au préalable, d'un quelconque mandat émanant du parquet : anomalie que seuls autoriseraient, en principe, les cas de flagrant délit. Le risque est sérieux de voir alors la police judiciaire court-circuiter, momentanément du moins, les procureurs. Cette aberration, les FSI l'expliquent (et s'expliquent !) en citant la nette recrudescence de la criminalité, mais aussi l'impossibilité qu'il y aurait de joindre à temps, cette catégorie de hauts magistrats retranchés chez eux derrière un strict silence radio.

Cautonnée par le ministre de l'Intérieur, cette initiative surprend d'abord par la totale discrétion dont elle a été entourée depuis son entrée en vigueur, il y a déjà deux mois. Une fois connue, elle a donné lieu, auprès des deux protagonistes de l'affaire, à un véritable salmigondis de mises au point aussi embarrassées que tardives. Last but not least, cette décision ne pouvait que susciter une vive et légitime levée de boucliers parmi les défenseurs des libertés publiques.

Polémique on ne peut plus naturelle, au demeurant, dans un pays où l'effacement des institutions étatiques laisse craindre l'avènement de la loi de la jungle. Car non seulement la criminalité ordinaire s'est étendue comme une traînée de poudre en raison de la délégalité de pauvreté qui frappe la population, à tel point que ne se comptent plus de braquages de banque opérés à titre dit humanitaire, et restés impunis. Dans un précédent article* était déjà évoquée la tendance croissante des Libanais, instruits par la ravageuse nullité de leurs dirigeants, à s'en remettre essentiellement, pour la survie du pays,

Par au jeu des puissances extérieures. Or l'actuelle controverse sur les débordements de la police mène inexorablement à un débat encore plus vaste, tournant cette fois autour des vertus que l'on prête à ce despote éclairé, envoyé du destin, qui viendrait mettre quelque ordre dans l'in-vraisemblable chienlit locale. Mais sur cette terre de toutes les fractures, avons-nous vraiment le choix entre tyrannie (quand bien même serait-elle, par miracle, intelligente) et Faouland ?

Le Liban d'aujourd'hui n'est pas la Prusse de Frédéric II ni la Russie de Catherine la Grande, où le pouvoir (ô combien) absolu pouvait se prévaloir des enseignements des philosophes, de l'air du temps que diffusait le siècle des Lumières : ce qui portait effectivement ces souverains autoritaires à entreprendre, avec bien entendu la plus grande prudence, certaines réformes. Ce qui est en jeu dans le Liban actuel, ce n'est pas, comme dans les démocraties occidentales, la liberté de se conformer ou non au port du masque anti-Covid ; ce n'est même pas, comme en Chine, celle de s'astreindre ou non à un confinement des plus draconiens. Il y va de bien davantage, dans un pays fragmenté comme le nôtre où les droits au travail, à la santé, à la sécurité et même à la parole sont menacés ou carrément balotés : un pays où il est précisément reproché aux dirigeants officiels sécuritaires – policiers à cet égard aussi bien que policiers secrets – de s'être mises au diapason des clivages politiques. Banales et même folkloriques partout ailleurs, la fameuse guerre des policiers revêt inévitablement ici une connotation partisane, sinon parfois sectaire. En l'absence de tout garde-fou, judiciaire ou autre, la porte y est déjà largement ouverte à l'arbitraire, aux règlements de comptes et autres sortes de dérivés.

En ces jours d'infortune, les motifs de préoccupation ne manquent certes pas pour les citoyens. En voilà encore un, tout frais pondu, qui vient s'ajouter à l'impasse de l'élection présidentielle, aux économies séquentielles par les banques, à la vertigineuse du pouvoir d'achat. Plutôt que l'image d'un État bien policé, c'est celle d'un non-État, policier de surcroît, qu'on cherche maintenant à nous fourguer.

* Accoutumances, éditorial du samedi 26 novembre 2022.

INTEMPÉRIES 3

Après chaque pluie, le déluge



Des volontaires de la Défense civile à Journié pendant les inondations, hier. Photo Facebook/CivilDefenceLib

Les pluies abondantes ont provoqué une véritable catastrophe hier à Kesrouan, où la plupart des routes, notamment au niveau de Sahel Alma (Journié) et Kfar Hbab, se sont transformées en cours d'eau qui ont tout emporté sur leur passage. De nombreuses vidéos ont circulé toute la journée, montrant des maisons, des boutiques ou encore des écoles inon-

dées, ainsi que des routes où des voitures s'entrechoquaient en raison des torrents d'eau. En soirée, il y a aussi été le théâtre de scènes semblables. Interrogé par *L'Orient-Le Jour*, Juan Hobeiche, président du conseil municipal de Journié, a mis en cause « une quantité de pluies inhabituelles en un laps de temps très court », mais aussi des infrastructures vétustes et inadaptées au développement urbain, sans compter le manque de civisme des automobilistes qui jettent les débris par les fenêtres. Il a estimé qu'avec le changement climatique, ce genre de catastrophes devraient devenir plus usuelles. De son côté, le ministre des Travaux publics Ali Hamiyé a pointé du doigt « des empiétements

sur les canaux d'évacuation d'eau de pluie », suggérant que « les parties concernées (ministère de l'Énergie et municipales) ne contrôlent pas ces abus ». Quelles que soient les raisons, la moindre pluie se transforme désormais en cauchemar pour des automobilistes piégés régulièrement par les eaux dans leurs propres véhicules.

FOCUS 2

Que faisaient les Kataëb dans la banlieue sud de Beyrouth ?



Le chef des Kataëb, Samy Gemayel, à son arrivée au Parlement. Photo tirée de sa page Facebook.

Depuis deux jours, la question est sur toutes les lèvres : les Kataëb ont-ils amorcé un dialogue avec le Hezbollah ? Des informations ont fuité dans la presse faisant état d'une rencontre à huis clos entre Serge Dagher, secrétaire général de la formation chrétienne, et des cadres du mouvement chiite. Signe de l'embarras que cette réunion « dévoilée d'abord par le quotidien pro-Hezbollah *al-Akhar* – suscite à Saïh, les Kataëb – qui se positionnent dans l'opposition frontale au parti de Dieu – se sont empressés de publier un démenti lundi. Hier, contacté par

notre journal, Serge Dagher était plus nuancé : « Oui, j'ai rencontré Abou Saïd Khansa (responsable des relations chrétiennes au sein du Hezbollah, NDLR) la semaine dernière. Quand des membres de deux partis différents se rencontrent, cela ne veut pas dire qu'un dialogue politique est enclenché », a-t-il lancé. Du côté du Hezbollah, on va encore plus loin. « Il ne s'agit pas de la première réunion. Mais plutôt de la sixième rencontre avec les Kataëb ces dernières années », précise Mohammad Afif, porte-parole du parti.

MORT DE MAHSA AMINI 7

Plus de 300 morts depuis le début des manifestations, admet le régime iranien



Une supporter iranienne brandit un tee-shirt portant le nom de Mahsa Amini, morte le 16 septembre dernier après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran, durant le match de football, entre l'équipe iranienne et la pays de Galles, à Doha, le 25 novembre. Dyan Martinez/Reuters

Alors que la féroce répression du régime des mollahs contre les manifestations est critiquée par les pays occidentaux, les autorités iraniennes ont pour la première fois fait état de la mort de plus de 300 personnes dans les troubles qui ont suivi la mort suspecte de Mahsa Amini, 22 ans, après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran à la mi-septembre. « Tout le monde dans le pays a été affecté par la mort de cette dame », a déclaré le général Amirali Hajmadesh, commandant de la force aéros-

patiale des gardiens de la révolution, l'armée idéologique de l'Iran, dans une vidéo mise en ligne par l'agence de presse Mehr. « Je n'ai pas les dernières statistiques, mais je pense que nous avons eu peut-être plus de 300 martyrs et personnes tués parmi les meilleurs enfants de ce pays à la suite de cet incident », a-t-il ajouté. LONG IRAN Human Rights (IHR), basée en Norvège, a fait état d'au moins 448 personnes mortes « dans la répression des manifestations en cours à travers l'Iran ».

Christian Bobin : Luminosité de l'effacement

Hommage à celui qui voulait « écrire avec rien un poème du silence ».

L'Orient Littéraire L'Orient Le Jour

Toute l'actualité mensuelle du livre et de la littérature dans votre quotidien

12 La Dernière

L'Orient-Le Jour mercredi 30 novembre 2022

LA MODE

Tempête dans la mode : Balenciaga huée

Quelle mouche a piqué la maison de luxe française Balenciaga ? Sa campagne de fin d'année, destinée à promouvoir ses accessoires, notamment une collection d'objets de luxe pour animaux de compagnie, a mis la toile sens dessus dessous en attendant le cours de la justice.

Fifi ABOU DIB

Des enfants seuls, l'un debout sur un lit, l'autre sur un canapé, serrent contre eux, le regard vide, quelque chose qui ressemble à un ours en peluche, mais harnaché de sangles ornées de clous métalliques dans un décor de fin de soirée arrosée. Des harajus qui font clairement allusion aux codes BDSM et aux accessoires utilisés dans les pratiques sadomasochistes. Voilà ce que Balenciaga proposait – ironiquement – en guise de campagne de Noël et de fin d'année, des fêtes où les enfants sont traditionnellement choyés et dont les adultes cultivent l'aspect magique, paisible et généreux. Père, pour lancer son sac *Harajus* réalisé en collaboration avec Adidas, la maison de luxe proposait dans la foulée une campagne parallèle, mettant en scène des stars, comme Isabelle Huppert ou Nicole Kidman, assises à un bureau new-yorkais sur lequel s'étalent des documents a priori illisibles. En les agrandissant, les internautes ont découvert que ces imprimés faisaient référence à un arrêt de la Cour suprême américaine datant de 2008 dans une affaire de pédopornographie, soutenant que celle-ci n'était pas protégée par la liberté d'expression. Hasard ? Coïncidence ? Quête d'encre plus de visibilité ? Le résultat est en tout cas un *bad buzz* pour Balenciaga, qui vient de juste d'interrompre une intense collaboration avec le rappeur Kanye West, avec lequel son partenaire Adidas a rompu en premier pour propos antisémites.

Dégradation du monde

Face à la levée de boucliers des internautes massivement relayée par les médias, ces campagnes, qui devaient représenter l'appogé d'une année où la marque n'a pas cessé de faire parler d'elle, plongent tout à coup Balenciaga dans l'incertitude. Balenciaga, sous la direction artistique de Georgina Demma Gvasalia depuis 2015, multiplie les coups médiatiques. Le sac de courses Ikea transformé en *mini-bag*, c'est elle. Le sac-poubelle de luxe, c'est encore elle. La combustion de cuir avec cagoule intégrée, arborée par l'influenceuse, star de la télé-réalité, mannequin et femme d'affaires Kim Kardashian au Met gala, c'est également elle. Ses sacs (notamment le *Capote*, créé par Nicolas Chesquière et réinterprété depuis) sont en tête des ventes de la maroquinerie de luxe. Ses baskets *triple* (pour triple semelle) caracolent, elles aussi, parmi les indispensables signes extérieurs de ce qu'on voudra. Après un défilé sous une tempête de neige artificielle donné sous globe à



Kim Kardashian dans une campagne Balenciaga. (Photo tirée de son compte Instagram)

l'aéroport du Bourget pour dénoncer l'exode des réfugiés ukrainiens, Gvasalia a mis en scène son défilé de l'hiver prochain littéralement dans la gadoue. Dans un stade de Villepinte rempli de boue et transformé en terrain crevasse par des trous d'obus, autour duquel flottait une odeur entêtante de décomposition, c'est d'ailleurs Kanye West qui a ouvert le spectacle où des mannequins-zombies fonçaient tête basse sans but, patageant, éclaboussant, érigeant la salissure comme un des beaux-arts pour, selon le manifeste, attirer l'attention sur la dégradation de notre monde.

Panique tangible

Dès le 16 novembre, jour de lancement de la campagne, c'est une youtubeuse américaine, June Nicole Lapine, qui publie la première un

commentaire ironique sur l'aspect dérangeant des images publiées. Le tollé est immédiat. Balenciaga arrête net la campagne et retire tous les placements prévus. La panique est tangible quand la maison, réputée vider le contenu de son compte Instagram après chaque campagne, publie quand même un communiqué indiquant : « Nous présentons nos sincères excuses pour toute offense que notre campagne des fêtes a pu causer. Nos sacs ours en peluche n'auraient pas dû figurer avec des enfants dans notre campagne. Nous avons immédiatement retiré la campagne de toutes nos plateformes. Nous présentons nos excuses pour avoir publié des documents dérangeants dans notre campagne. Nous prenons l'affaire très au sérieux, et nous avons engagé à publier la première un



L'actrice Isabelle Huppert posant sur une affiche Balenciaga à New York. (Photo tirée du compte Instagram @isabellehuppert)

légal contre les personnes qui ont créé le cadre et inclus des objets non approuvés dans le photo-shoot de notre campagne printemps-été 2022. Nous condamnons fermement la maltraitance des enfants : il n'a jamais été dans notre intention de l'inclure dans notre récit.»

« En tant que mère de quatre enfants »

De son côté, Kim Kardashian s'est attirée les foudres des internautes en mettant six jours à réagir, visiblement refroidie à l'idée de renoncer à une collaboration qu'elle a tout intérêt à protéger. Sous la pression, elle s'est quand même décidée à publier dimanche 20 novembre un communiqué mitigé dans lequel elle déclarait en tant que « mère de quatre enfants » : « Je suis en train de réé-

valuer ma relation avec la marque en me basant sur sa volonté d'accepter sa responsabilité pour quelque chose qui n'aurait jamais dû se produire – et les actions que j'attends d'eux pour protéger les enfants. » Trop tard, trop peu, juge la toile, qui n'entend pas lâcher le morceau.

« Demande de réparation »

Balenciaga a également annoncé avoir trouvé les « parties responsables » de la désastreuse campagne ainsi que son intention de leur intenter un procès en dommages et intérêts de 25 millions de dollars. Déposé le 25 novembre, l'assignation demande « la réparation de dommages importants » à North Six, Inc., la société de production engagée par Balenciaga, ainsi qu'au décorateur Nicholas Des Jardins et à sa SARL. Or, comme

chacun sait, au final, cette campagne ne peut pas avoir été lancée sans la vérification et l'aval de la maison. Le feuillet ne fait que commencer. Il met en lumière la déplorable fuite en avant d'une industrie en surchauffe permanente, et qui a du mal à s'aligner avec les trop rapides bouleversements du monde et les changements d'humeur qu'ils impliquent, et qui sans doute, par ailleurs, n'a pas encore tout à fait cerné l'état d'esprit d'une nouvelle génération d'acheteurs bien plus rigoureux, disciplinés, conscients et austères que la clientèle habituelle des marques de luxe. La liberté d'expression que prône la mode en général, si elle autorise le mauvais goût, ne permet ni de jouer avec l'innocence et la sécurité des enfants ni le dépassement des bornes de l'éthique et de la morale.

ARCHITECTURE

Le pavillon de la célèbre Serpentine Gallery de Londres sera conçu par Lina Ghotmeh

« À table » est le nom de la structure qui sera en vedette cet été au Hyde Park de Londres.

May MAKAREM

Ses projets n'ont cessé, au cours de la dernière décennie, de valser les concours et les récompenses. La Libano-Française Lina Ghotmeh est choisie pour réaliser le 22e pavillon de la Serpentine Gallery, devenu depuis quelques années l'un des événements les plus courus de Londres. Elle rejoint ainsi les grands noms et talents émergents de l'architecture internationale qui ont participé aux éditions précédentes, comme le Français Jean Nouvel, le Brésilien Oscar Niemeyer, les Suisses Herzog et de Meuron, le Germano-Burkinabé Francis Kéré – premier Africain à recevoir le prix Pritzker – ainsi que la Mexicaine Frida Escobedo qui a conçu les plans de l'aile Oscar Tang et Agnès Hsu Tang du Metropolitan Museum of Art, à New York, ou encore le Japonais Jun'ya Ishigami, lauréat du Global Award for Sustainable Architecture 2010 et dont les projets ont fait l'objet d'une exposition à la Fondation Cartier en 2018.

« À table » ! L'invitation au partage

Chaque été, depuis sa création en l'an 2000, la Serpentine Gallery fait appel à un architecte, en général une vedette internationale, pour ériger sur une surface de 100 m² un pavillon provisoire à même d'accueillir une programmation culturelle, des performances ou des concerts. Pour l'été 2023, Lina Ghotmeh, fondatrice de l'agence internationale LG-A basée à Paris, a choisi le thème *À table* pour son projet. Comme son nom l'indique,



L'architecte Lina Ghotmeh appelée à la réflexion sur la manière de rétablir notre rapport à la nature et à la Terre. (Photo Gilbert Hage)

le pavillon se présentera sous la forme d'une grande table ouverte célébrant la culture de la convivialité et du partage. « Il évoque par sa structure et son ambiance les huttes Toguna (cases à palabres) du peuple dogon au Mali, en Afrique de l'Ouest », indique l'architecte. Construite avec des matériaux biosourcés et bas carbone, la structure apparaît comme un squelette. « Des nervures de bois font léviter un toit plissé. En écho aux feuillages des arbres, le pavillon rend hommage à la nature dans le parc duquel il émerge. » Lina Ghotmeh signale



Le pavillon d'été 2023 sera conçu par la Libano-Française Lina Ghotmeh. (Photo DR)

autour de la même table. Il sera aussi une incitation au dialogue et à la réflexion sur la manière de rétablir notre rapport à la nature et à la Terre. Celle-ci est notre première source de subsistance. Repenser ce que nous mangeons, comment nous consommons et comment nous tissons nos relations les uns avec les autres ainsi qu'avec le monde vivant est indispensable pour avancer vers une union écosystémique et plus durable avec la planète », souligne Lina Ghotmeh dans son communiqué. Le pavillon de Serpentine est la première structure de la Libano-

(Danemark) et le musée national d'Estonie, qui a rafilé le Grand Prix AFEX 2016 (Architecture française à l'export) et s'est vu nommer pour le Miles Van der Rohe Award 2017. La même année, elle reçoit le prix de toutes les catégories du Lebanese Architect Award et, en 2018, le musée estonien est récipiendaire du prix Kenneth Hudson attribué par le Forum européen du musée sous l'égide du Conseil de l'Europe, en reconnaissance de « la réalisation la plus insolite et audacieuse qui remet en question les perceptions communes du rôle des musées dans la société ». À son actif également, les nouveaux Ateliers urbains Hermès à Louviers, en France, ainsi que le projet « Realigner Masséna » (13e arrondissement) dans le cadre du concours « Réinventer Paris » lancé par la mairie de la capitale française. L'Award Woman of Outstanding Achievement 2020 (Femme aux réalisations exceptionnelles) lui a été attribué par Tamayouz. Lina Ghotmeh a également reçu le prestigieux prix 2020 de la Shelving Architecture Foundation pour « le beau travail et la bonne maîtrise de son bâtiment Stone Garden à Beyrouth » (dit le jury). « Il est amusant de relever que les premiers lauréats de la Fondation Eric Schelling auront été l'agence architecturale Coop Himmel(b)au (1992) et Zaha Hadid (1994), à une époque où ils n'avaient pas encore atteint une renommée mondiale. De même, la Japonaise Kazuyo Sejima l'a décroché en 2000, avant de remporter, en 2010, le prix Pritzker (aux côtés de son collègue Ryue Nishizawa). Lina Ghotmeh, la « promet- teuse des formes de demain », avance à grands pas.

Une collection de prix

Parmi les grandes réalisations de Lina Ghotmeh, le musée d'histoire naturelle de Copenhague